



Coronavirus : ces élus locaux qui s'inquiètent eux aussi du retour à l'école le 11 mai

REPRISE PROGRESSIVE - Alors qu'Emmanuel Macron a annoncé la réouverture progressive des établissements scolaires à compter du 11 mai, de nombreux maires et élus locaux s'inquiètent de cette décision. Certains souhaitent même ne pas rouvrir leurs écoles.

- La rédaction de LCI

Alors que l'épidémie de coronavirus stagne à un "très haut plateau" selon les propos du directeur général de la Santé, le confinement va progressivement s'arrêter à partir du 11 mai. À compter de cette date, les établissements scolaires, des crèches aux lycées, vont rouvrir. Mais cette décision ne plaît pas à tout le monde, y compris aux maires. Certains élus souhaitent même laisser les écoles de leur commune portes closes.

C'est le cas du maire de Tulle, Bernard Combes, qui a affirmé qu'il ne voulait pas voir rouvrir les écoles de sa ville le 11 mai car "les conditions sanitaires ne sont absolument pas réunies pour assurer une reprise en toute sécurité". "Si c'est une réouverture massive et sans discussion convenable, le 11 mai, ce sera non", a prévenu vendredi l'élus socialiste.

Philippe Saurel, le maire de Montpellier (DVG) a lui aussi fait part de son opposition à une réouverture des classes au mois de mai. "Nous n'ouvrirons pas les commerces, les festivals, les bars ou les restaurants", rappelle l'édile sur LCI (voir la vidéo en tête de cet article). "Ouvrir les écoles, avec les parents, les enseignants, les animateurs, la cantine scolaire, les personnels municipaux ? Je trouve cela très déraisonnable."

D'autres élus sont moins catégoriques, mais tout aussi inquiets. À Lille, Martine Aubry (PS) a déclaré qu'elle "ne voyait pas" comment les écoles pourraient rouvrir. "Je ne veux pas entrer dans la polémique aujourd'hui, il faut se serrer les coudes dans ce drame", mais "je ne vois pas comment on peut rouvrir les écoles le 11 mai", a indiqué l'ancienne ministre. "Je dis au gouvernement qu'il n'est pas possible de déconfiner les enfants, nous ne savons pas faire dans les conditions actuelles."

Masques, cantines, transports... Les élus en plein doute

Les inquiétudes des élus sont d'ailleurs remontées jusqu'aux oreilles de François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des maires de France. "Peut-on laisser les parents accompagner leurs enfants à la même heure ? Comment organise-t-on l'intérieur des écoles pendant le temps scolaire ? Comment organise-t-on le temps périscolaire ?", s'est inquiété l'ancien ministre de l'Economie et des Finances, lors d'une audition au Sénat.

Renaud Muselier, le président des Régions de France, s'inquiète lui aussi de cette réouverture programmée. "Masques, pas masques ? Blouses, pas blouses ? Cantine, pas cantine ? Transport scolaire ? Comment ? Quelle distanciation ? Quelle montée en puissance, à quel niveau, sur quel calendrier ? Rien n'est vraiment organisé en la matière", a regretté l'élus LR, dans des propos relayés par Public Sénat

Si on a le même nombre de personnes à transporter qu'auparavant, les capacités seront saturées

- Hervé Morin, président du Conseil régional de Normandie

Face à ce défi, l'Etat se tient aux côtés des élus locaux. Des discussions sont d'ailleurs engagées avec le ministre de l'Education nationale, Jean-Michel Blanquer, pour définir "un protocole de bonnes pratiques" pour les élus, parents, personnels et enseignants. Mais toutes les réponses n'ont pas encore été apportées par le ministre. "J'ai senti beaucoup d'incertitude sur les dates, le nombre d'élèves, les classes d'âge", a indiqué Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, après s'être entretenu avec Jean-Michel Blanquer. "Il faudra aussi que tout le système des transports scolaire se remette en marche. C'est très difficile car beaucoup d'entreprises ont souffert."

Une crainte partagée par Hervé Morin, président du Conseil régional de Normandie. "Si on a le même nombre de personnes à transporter qu'auparavant, les capacités seront saturées", a-t-il déclaré ce samedi sur LCI (voir la vidéo ci-dessous). "Il y aura de la promiscuité. Je ne peux pas mettre un train ou un car scolaire supplémentaire. Nos capacités de transport ne nous le permettent pas."

Une alliance des maires de gauche en Île-de-France

Plusieurs maires d'Île-de-France ont de leur côté annoncé ce samedi former une alliance pour "réussir le déconfinement du 11 mai", pour lequel ils comptent rapidement élaborer un Livre blanc des bonnes pratiques. "Il devient urgent de coordonner nos initiatives et de les porter collectivement quand cela est possible", plaident les 17 élus PS, PCF, EELV ou divers gauche.

Cette coordination compte "présenter au gouvernement un Livre blanc dans les prochaines semaines", qui "recensera nos bonnes pratiques locales pour lutter contre l'épidémie et pour préparer la société de l'après-Covid", ajoutent les signataires, qui appellent "tous les maires de gauche franciliens à (les) rejoindre". "Nous pouvons collectivement réussir le déconfinement du 11 mai si l'État nous accompagne", concluent-ils.